

Dix mesures pour une éducation équitable

Quels sont les enjeux de l'équité dans l'éducation ?

Comment améliorer la conception des systèmes éducatifs ?

Comment améliorer les pratiques scolaires et extrascolaires ?

Comment mieux financer l'équité dans l'éducation ?

Pour plus d'informations

Références

Où nous contacter ?

Introduction

L'éducation joue un rôle décisif dans le parcours à l'âge adulte – plus le niveau de formation est élevé, plus le salaire est élevé, meilleure est la santé et plus longue est la vie. Il s'ensuit que les coûts sociaux et financiers à long terme de l'échec scolaire sont conséquents. Ceux qui n'ont pas les compétences pour prendre leur place dans la société et dans l'économie engendrent des coûts plus élevés en matière de santé, d'aides sociales, de protection de l'enfance et de sécurité sociale.

Par conséquent, un système éducatif équitable qui donne à tous, sans exclure quiconque, les atouts liés à l'instruction est l'un des leviers d'équité sociale les plus puissants. L'éducation s'est considérablement développée en cinquante ans, mais les espoirs de voir cette expansion donner automatiquement naissance à une société plus juste n'ont été que partiellement réalisés. La situation des femmes a remarquablement progressé, mais globalement, la mobilité sociale n'a pas augmenté et les inégalités de revenus et de patrimoine se sont creusées dans certains pays.

Alors qu'un nombre sans cesse plus grand d'élèves accède à des formations universitaires ou professionnelles, beaucoup sont encore laissés au bord du chemin. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, près d'un adulte sur trois n'a suivi qu'un enseignement primaire ou du premier cycle du secondaire – un réel handicap au plan de l'emploi et des perspectives individuelles.

Dans le même temps, la montée en puissance des migrations pose de nouveaux défis pour la cohésion sociale de certains pays tandis que d'autres sont confrontés à des problèmes déjà anciens d'intégration des minorités. Face à ces défis, une éducation offrant l'égalité des chances et l'inclusion aux migrants et aux minorités est cruciale. L'équité dans l'éducation conforte la cohésion et la confiance sociales.

La présente *Synthèse* étudie comment améliorer l'équité en matière d'éducation dans trois grands domaines d'action publique : la conception des systèmes éducatifs, les pratiques scolaires et extrascolaires, et les dotations en ressources. Dix mesures sont proposées qui aideraient à réduire les taux d'échec et de décrochage scolaires, concourraient à une société plus juste et à éviter les importants coûts sociaux des adultes marginalisés peu qualifiés. ■

Quels sont les enjeux de l'équité dans l'éducation ?

L'équité en matière d'éducation comporte deux dimensions. La première est l'*égalité des chances*, qui implique de veiller à ce que la situation personnelle et sociale – telle que le sexe, le statut socio-économique ou l'origine ethnique – ne soit pas un obstacle à la réalisation du potentiel éducatif.

La seconde est l'*inclusion*, qui implique un niveau minimal d'instruction pour tous – par exemple, que chacun sache lire, écrire et compter. Ces deux dimensions sont étroitement imbriquées : vaincre l'échec scolaire aide à surmonter les effets du dénuement social qui est lui-même souvent facteur d'échec scolaire.

Les pays de l'OCDE se heurtent aux problèmes d'égalité des chances et d'inclusion. Dans la plupart des pays de cette zone, la probabilité d'obtenir un mauvais score en mathématiques à l'âge de 15 ans est de trois à quatre fois plus forte parmi les enfants issus de familles pauvres (voir le graphique 1).

S'agissant de l'inclusion, nombreux sont les élèves qui ont des difficultés de lecture dans les pays de l'OCDE et les jeunes qui risquent de quitter l'école sans être armés des compétences de base nécessaires au XXI^e siècle pour faire leur chemin au travail et dans la vie. Point important à préciser, les écarts entre les pays sont considérables (voir graphique 2).

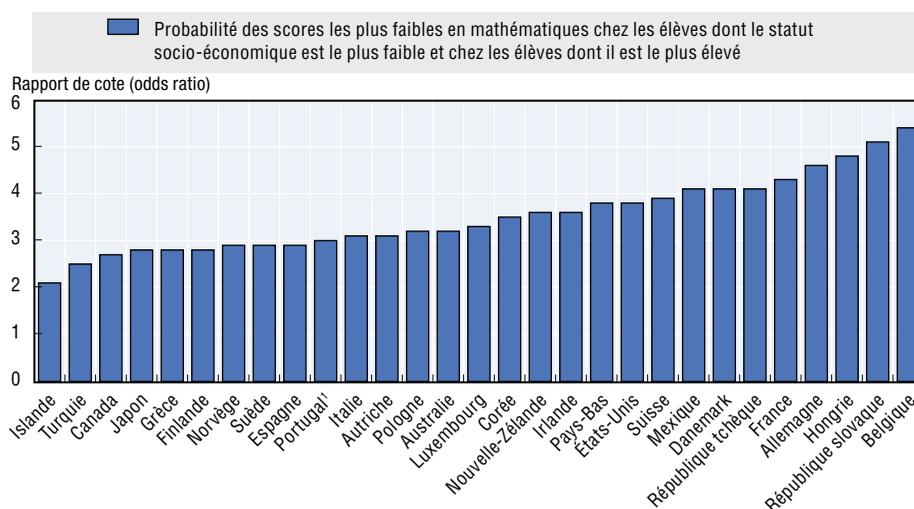
Les compétences nécessaires en lecture et en mathématiques sont particulièrement difficiles à acquérir pour les immigrés et les minorités qui souvent perdent sur les deux fronts – leurs performances sont relativement faibles et ils appartiennent à un milieu socio-économique faible. Les démarches visant à surmonter ces obstacles impliquent de renforcer les structures d'éducation et d'accueil des jeunes enfants pour ces groupes, d'éviter d'orienter les immigrants en éducation spécialisée, d'améliorer la formation linguistique et de renforcer la formation professionnelle des enseignants pour les aider à bien répondre au multiculturalisme. Les mesures visant à réduire les discriminations sur le marché du travail peuvent aussi accroître les incitations pour les migrants à obtenir une bonne éducation.

Les pouvoirs publics peuvent agir dans trois grands domaines pour influencer sur l'équité dans l'éducation : *la conception des systèmes éducatifs, les pratiques scolaires et extrascolaires, et l'affectation des ressources*. L'OCDE a défini dix mesures pratiques que les gouvernements peuvent prendre dans ces trois domaines pour améliorer l'équité dans l'éducation. ■

Graphique 1.

INCIDENCE DU MILIEU SOCIAL SUR LES PERFORMANCES EN MATHÉMATIQUES

Probabilités relatives des scores les plus faibles en mathématiques (inférieur ou égal à 1) chez les élèves dont le statut socio-économique est le plus faible et le plus élevé (2003)



1. Au Portugal, par exemple, un élève de faible statut socio-économique a trois fois plus de chances d'avoir de médiocres résultats en mathématiques qu'un élève dont le statut socio-économique est élevé.

Source : OCDE (2006), *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE*, édition 2006, OCDE, Paris.

Comment améliorer la conception des systèmes éducatifs ?

La structure fondamentale des systèmes éducatifs influe sur l'équité. Traditionnellement, les systèmes éducatifs opèrent un « tri » des élèves en fonction de leurs résultats. Les études consacrées à l'enseignement secondaire et primaire tendent à montrer que cette compartimentation accroît parfois les inégalités et les iniquités, en particulier si elle a lieu à un stade précoce du parcours scolaire. La répartition précoce peut en outre affaiblir l'ensemble des résultats.

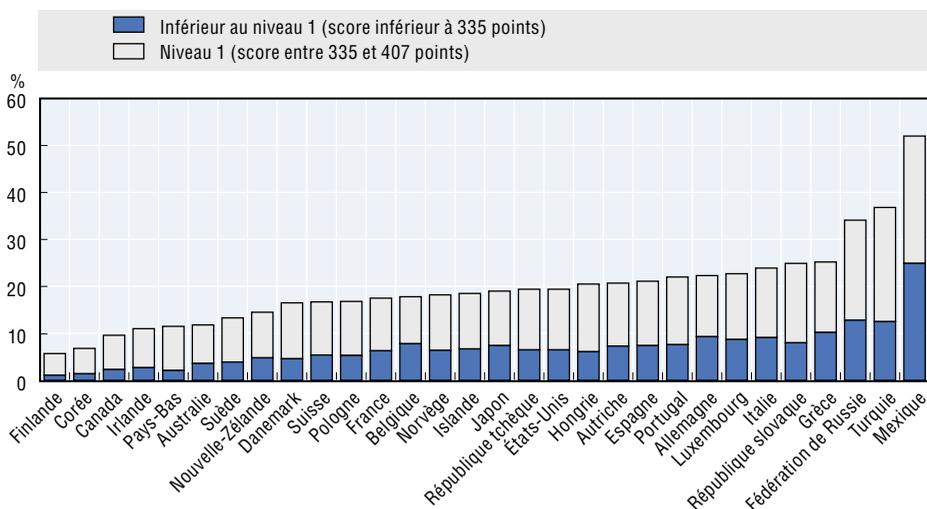
Ce constat appelle deux conclusions : la filiarisation et la formation de classes de niveau précoces doivent être justifiées par des bénéfices attestés ; les systèmes scolaires qui pratiquent l'orientation précoce en filière devraient la différer afin de réduire les inégalités et d'améliorer les résultats.

La structure socio-économique des systèmes éducatifs est également importante. Les systèmes d'enseignement secondaire dont les établissements sont très socialement différenciés présentent généralement de moins bons résultats en mathématiques et en compréhension de l'écrit et une plus forte dispersion des résultats en compréhension de l'écrit. Le contexte social y fait plus obstacle à la réussite scolaire que dans les systèmes où la composition sociale des différents établissements est moins hétérogène.

La sélection des élèves en fonction des résultats scolaires tend à générer de plus grandes différences sociales entre les établissements scolaires. Cette pratique renforce également le lien entre la situation socio-économique et les performances – elle tend à accélérer la progression des élèves qui ont déjà pris un meilleur départ dans la vie grâce à leurs parents – et est aussi associée à une meilleure performance dans le haut de l'échelle en mathématiques et en sciences. Aussi la sélection par les résultats doit-elle être utilisée avec prudence en raison des risques qu'elle engendre pour l'équité.

Les gouvernements permettent souvent aux parents de choisir l'établissement scolaire de leur enfant en partie dans un souci d'équité. Cette possibilité peut en réalité accroître le risque d'iniquité car les parents mieux instruits peuvent faire des choix en meilleure connaissance de cause. Dans de nombreux pays de l'OCDE, une plus grande liberté quant au choix de l'école s'accompagne de différences plus marquées dans la composition sociale des établissements.

Graphique 2.
POURCENTAGE DE JEUNES AYANT DES DIFFICULTÉS DE LECTURE¹
Pourcentage d'élèves dont le niveau est inférieur ou égal à 1 au test de compréhension de l'écrit du PISA² (2003)



1. Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage de jeunes de 15 ans aux niveaux 2, 3, 4, 5 et 6.
2. L'échelle du PISA comporte six niveaux. Le niveau 2 est celui auquel les élèves commencent à avoir des compétences qui leur permettent d'utiliser activement la lecture. Le niveau 1 et les niveaux inférieurs dénotent des compétences de lecture insuffisantes pour fonctionner dans les sociétés d'aujourd'hui.

Source : OCDE (2004), *Apprendre aujourd'hui, réussir demain, Premiers résultats de PISA 2003*, OCDE, Paris.

La conclusion est que le choix de l'école exige une gestion prudente dans une perspective d'équité : il faut en particulier s'assurer que cette pratique n'accentue pas les différences de la composition sociale des établissements. Les établissements très recherchés ont probablement trop de candidats et doivent pouvoir assurer une réelle mixité sociale. La sélection pourrait par exemple s'opérer par un système de sélection par loterie. Des primes versées aux établissements qui accueillent des élèves défavorisés peuvent aussi contribuer à cet objectif.

Lorsqu'ils arrivent en fin d'enseignement obligatoire, les élèves en difficulté dans le système sont exposés à un risque supplémentaire – celui de ne pas avoir de choix pour l'avenir, voire celui d'abandonner leur scolarité purement et simplement. Dans les pays de l'OCDE, entre 5 % et 40 % des élèves quittent prématurément l'école, leur parcours se soldant par un faible niveau de qualification et des taux de chômage élevés. Diverses raisons sont citées pour expliquer le décrochage scolaire : une déception vis-à-vis de l'école, l'absence de soutien à la maison, des expériences d'apprentissage négative et les redoublements pour mauvais résultats.

Le meilleur remède consiste à éliminer le risque de décrochage scolaire à un stade aussi précoce que possible. L'enseignement de base doit soutenir et motiver autant les élèves en difficulté scolaire que les élèves brillants.

Un moyen d'améliorer les performances et de prévenir l'abandon de la scolarité consiste à repérer les élèves à risque très tôt et à agir rapidement. Pour cela, il faut être en permanence informé de l'assiduité scolaire, des performances et de la participation aux activités scolaires, et prendre des mesures concrètes pour améliorer les résultats et prévenir le décrochage.

L'enseignement secondaire de deuxième cycle doit être attrayant, pas seulement pour une élite possédant le goût des études, offrir des parcours de bonne qualité sans impasse et des liens efficaces avec le monde du travail. Il est utile d'offrir aux élèves à risque des services efficaces de conseil et d'orientation professionnels, et par ailleurs d'assouplir et de diversifier les programmes d'enseignement. Un complément de soutien scolaire à la fin du secondaire peut également inciter les élèves à rester à l'école.

Des filières professionnelles de qualité sont indispensables. Le statut des filières professionnelles peut être relevé en éliminant les obstacles de niveau scolaire à l'entrée dans l'enseignement secondaire du deuxième cycle et en permettant l'accès à l'enseignement supérieur à partir des programmes professionnels, comme l'ont fait la Suède et la Norvège.

Dans l'économie du savoir moderne, la formation ne saurait être une expérience unique et déterminer une fois pour toutes les choix de vie futurs. Pourtant, ceux qui échouent à l'école ont souvent du mal à reprendre le dessus ultérieurement. Dans tous les pays de l'OCDE, ceux qui ont de faibles qualifications de base ont beaucoup moins de chances de poursuivre leur formation dans leur vie adulte. Cela dit, de grandes différences s'observent d'un pays à l'autre.

Les écoles de la deuxième chance proposées à ceux qui ne possèdent pas les savoirs et savoir-faire de base peuvent offrir, entre autres, des programmes assurant l'alphabétisation, des formations en milieu professionnel, et des dispositifs de validation des acquis de l'expérience. Aux États-Unis, près de 60 % des personnes sorties prématurément du système scolaire finissent, grâce aux formations de la deuxième chance, par obtenir un diplôme équivalent à un deuxième cycle du secondaire (certificat GED). ■

Comment améliorer les pratiques scolaires et extrascolaires ?

Les pratiques en classe ont, de toute évidence, une influence sur l'équité mais les relations instaurées entre les établissements, les parents et les communautés comptent également. Une relation fonctionnelle entre l'école et la famille est bénéfique pour l'apprentissage des élèves mais un faible soutien à la maison peut retarder la progression des enfants issus de milieux défavorisés. Des dispositifs efficaces intégrés au système éducatif pour les migrants et les minorités constituent aussi un défi crucial pour l'équité.

Le redoublement des élèves qui ne suivent pas est une option courante – dans certains systèmes scolaires, jusqu'à un quart des élèves redoublent au cours de leur scolarité. Toutefois, cette pratique est coûteuse et rien ou presque ne montre que les enfants en bénéficient. Les taux de redoublement élevés dans certains pays doivent être réduits en encourageant d'autres démarches.

Il est possible d'améliorer les résultats scolaires par des méthodes comme l'évaluation formative – processus consistant à donner un feedback sur les résultats aux élèves et à l'enseignant et à adapter et améliorer la pédagogie et l'apprentissage en conséquence, en particulier pour les élèves à risque. Les stratégies de type *Reading Recovery* – interventions intensives, de courte durée, sous forme de cours particuliers – peuvent aider les mauvais lecteurs à rattraper leur retard.

De nombreux pays pourraient utilement s'inspirer de la fructueuse méthode finlandaise de résolution des difficultés d'apprentissage, qui repose sur une série d'interventions d'intensité croissante pour ramener ceux qui prennent du retard. Cette méthode est sans aucun doute fructueuse : 1 % seulement des Finlandais de 15 ans ont des compétences insuffisantes en lecture pour se débrouiller dans la vie, alors que la moyenne de l'OCDE est de 7 %.

Pour que les interventions en classe fonctionnent, il faut cependant que les enseignants bénéficient du soutien dont ils ont besoin afin d'améliorer leurs méthodes pour aider les élèves qui prennent du retard.

Par ailleurs, il ne suffit pas d'intervenir en classe – dans les pays de l'OCDE, les enfants passent plus de 20 % de leur temps d'étude total en dehors de l'école, à l'occasion des devoirs à la maison, de cours particuliers ou d'autres activités. De plus, différents comportements à la maison sont également associés à de meilleurs résultats scolaires : le soutien parental à l'éducation, l'intérêt porté à la scolarité des enfants et certaines habitudes culturelles comme le fait de posséder des livres.

Compter sur le travail à la maison pour améliorer les performances peut menacer l'équité car certains enfants ne bénéficient pas de l'aide parentale nécessaire pour que cette pratique soit fructueuse. Toutefois, encourager les parents à s'investir personnellement – en travaillant avec leurs enfants à la maison et en participant activement aux activités scolaires – peut effectivement améliorer les résultats. Les écoles qui favorisent la participation des parents et aident ces derniers à soutenir leurs enfants dans le travail scolaire tendent à avoir de meilleurs résultats.

Pour que cette méthode fonctionne, les écoles doivent axer leurs efforts sur l'amélioration de la communication avec les parents des foyers les plus défavorisés et sur l'aide à l'instauration, à la maison, d'un cadre favorable à l'apprentissage. Les clubs de devoirs après la classe à l'école peuvent aussi offrir un cadre favorable aux devoirs pour ceux qui ont un soutien insuffisant dans leur famille. Les clubs de devoirs après la classe, à l'école, peuvent également aider les élèves ayant peu de soutien chez eux.

Les immigrés et les minorités sont confrontés à des difficultés particulières et les systèmes doivent s'adapter à leurs besoins. Les groupes d'immigrants et les minorités ne connaissent pas tous la même réussite dans l'éducation et dans l'emploi et celle-ci varie aussi très fortement d'un pays à l'autre. Toutefois, dans bien des cas, les groupes minoritaires ont bien souvent moins de chances que d'autres de fréquenter une structure d'éducation et d'accueil des jeunes enfants et sont plus exposés à une orientation en éducation spécialisée ou dans des filières moins prestigieuses et à l'abandon prématuré du système scolaire. Certaines « minorités visibles » subissent parfois une importante discrimination sur le marché du travail, qui restreint les perspectives d'emploi et réduit l'incitation à se former.

Dans la plupart des pays, les élèves immigrés de première et de deuxième génération tendent à obtenir de moins bons résultats que les autochtones aux évaluations de l'OCDE en mathématiques, en sciences et en lecture, et les analyses tendent à montrer que l'origine sociale explique largement cette situation.

Pour lutter contre ces désavantages, les structures d'éducation et d'accueil des jeunes enfants sont utiles et offrent un cadre positif d'apprentissage d'une

deuxième langue. Des mesures spécifiques peuvent encourager la fréquentation de ces structures par les enfants d'immigrants.

Lorsque les groupes immigrants ou minoritaires sont orientés de façon disproportionnée dans des établissements d'enseignement spécialisés, il faut prêter attention aux risques de discrimination culturelle dans la sélection et se demander s'il est dans le meilleur intérêt de ces élèves de les scolariser à part.

Les enfants immigrés qui viennent d'arriver dans leur pays d'accueil ont souvent besoin d'une formation spéciale, pour apprendre la langue du pays par exemple, mais la mise à l'écart de ces enfants par rapport aux classes ordinaires ne doit pas se prolonger beaucoup plus d'un an. En particulier dans les pays où l'immigration a enregistré une progression très rapide, les enseignants doivent être formés pour gérer les questions linguistiques mais aussi dispenser un programme multiculturel et lutter contre le racisme. ■

Comment mieux financer l'équité dans l'éducation ?

Il est sans doute difficile dans de nombreux pays d'accroître les dépenses d'éducation pour résoudre les problèmes d'équité, et il est donc peut-être plus utile de cibler les dépenses éducatives pour qu'elles contribuent à l'équité.

De toute évidence, les systèmes éducatifs doivent offrir une solide éducation à tous, en privilégiant les dispositifs pour la petite enfance et l'instruction de base. L'offre publique d'éducation peut favoriser l'équité lorsqu'elle compense des situations de pauvreté familiale dès le plus jeune âge. Elle peut aussi accroître les inégalités lorsqu'elle propose des ressources communes dont bénéficient principalement ceux qui en ont le moins besoin.

De nombreuses données attestent que la première priorité pour l'équité est le dispositif d'éducation et d'accueil des jeunes enfants, ainsi que les mesures de politique publique destinées à améliorer les conditions de vie des jeunes enfants. Si l'accès à ce dispositif est payant, le coût à la charge des familles doit être modeste, et nul pour celles qui n'ont pas les moyens de payer.

L'éducation de base reste une priorité pour l'équité parce qu'elle couvre l'ensemble d'une cohorte. Dans ce secteur, une attention particulière doit être accordée aux efforts visant à soutenir la performance des élèves en difficulté.

Encadré 1.

DIX MESURES POUR UNE ÉDUCATION ÉQUITABLE

L'OCDE a recommandé dix mesures qui réduiraient l'échec et le décrochage scolaires, contribueraient à une société plus juste et éviteraient le coût important que les adultes marginalisés et peu qualifiés font peser sur la société.

Conception

1. Limiter l'orientation précoce en filières et classes de niveau et reporter la sélection par les résultats.
2. Gérer le choix de l'école afin de contenir les risques pour l'équité.
3. Dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, proposer des alternatives attrayantes, éliminer les voies de garage et prévenir le décrochage scolaire.
4. Offrir une seconde chance.

Pratiques

5. Repérer ceux qui prennent du retard à l'école et leur apporter une aide systématique, et réduire les taux élevés de redoublement.
6. Renforcer les liens entre l'école et la famille pour aider les parents défavorisés à aider leurs enfants à apprendre.
7. Tenir compte de la diversité et permettre l'inclusion des migrants et des minoritaires dans l'éducation ordinaire.

Ressources

8. Offrir une solide éducation à tous, en privilégiant les dispositifs pour la petite enfance et l'instruction de base.
9. Orienter les ressources vers les élèves et les régions qui en ont le plus besoin.
10. Fixer des objectifs chiffrés et concrets pour davantage d'équité – en particulier en matière d'échec scolaire et de décrochage.

La réaffectation actuelle des ressources allouées à l'éducation ne favorise peut-être pas l'équité dans l'enseignement de base. Le développement du système d'enseignement supérieur, par exemple, pèse sur les ressources financières. S'il est vrai que les pays ont besoin d'un système d'enseignement supérieur de qualité et doté de ressources suffisantes, les financements publics ne sont pas la seule solution. Les sources privées peuvent être exploitées pour financer ce secteur. Ainsi, les pays où le dispositif d'éducation et d'accueil des jeunes enfants est payant mais l'enseignement supérieur est gratuit doivent revoir leurs politiques.

Le versement d'allocations aux familles pauvres pour les enfants d'âge scolaire peut réduire le décrochage dans le deuxième cycle du secondaire, mais les pays qui conditionnent les allocations familiales pour les enfants d'âge scolaire aux résultats scolaires doivent également revoir leurs politiques, car ce type de mesure peut en fait encourager le décrochage.

Dans la mesure où les ressources allouées à l'éducation à l'échelle nationale sont limitées, les gouvernements doivent s'assurer qu'elles sont affectées aux élèves et aux régions les plus démunies afin d'assurer partout un niveau minimal. De nombreux pays ont des régimes spéciaux pour orienter des ressources supplémentaires vers des établissements ou des secteurs scolaires desservant des enfants défavorisés. Ces dispositifs doivent garantir que le supplément de ressources servira à aider ceux qui en ont le plus besoin et éviter de cataloguer certains établissements comme défavorisés, ce qui peut décourager les élèves, les enseignants et les parents.

Les ressources supplémentaires doivent être canalisées par les établissements pour aider les élèves défavorisés. Cela devrait aider à surmonter l'effet de handicap du milieu social et à régler le problème des mauvais résultats. Le stigmate qui résulte de l'étiquetage d'un établissement « pour élèves défavorisés » doit être évité.

La qualité de l'enseignement est également un enjeu. Les établissements défavorisés sont ceux qui ont le plus besoin d'enseignants expérimentés ; or, dans de nombreux pays, les écoles dites « difficiles » ne peuvent recruter que les enseignants les moins chevronnés. Des dispositifs d'incitation devraient être prévus pour encourager les enseignants plus expérimentés à y travailler.

Comme dans toute réforme de son action, le gouvernement doit pouvoir être en mesure de mesurer l'efficacité avec laquelle il améliore l'équité et les performances et fait baisser les taux de décrochage scolaire. Les objectifs chiffrés peuvent être un bon outil car ils permettent de définir l'action gouvernementale en termes plutôt de réalisations concrètes que de procédures formelles. Plusieurs pays en ont fixé en matière d'équité dans l'éducation. Certains de ces objectifs sont particulièrement utiles : réduire le nombre des jeunes qui quittent l'école avec des compétences de base insuffisantes et le nombre de décrochages précoces.

L'évaluation nationale des compétences de base des élèves est un outil fondamental pour mesurer la performance individuelle et celle des établissements scolaires. Toutefois, les résultats de ces évaluations ne mesurent pas tout et les résultats d'un établissement dépendent de sa qualité et des caractéristiques de ses élèves.

De nombreux pays jugent souhaitable ou politiquement et/ou légalement inévitable de publier les résultats des établissements, et certains expérimentent cette pratique. Les pays doivent cependant réfléchir attentivement à la manière de gérer le débat qui suit la publication des résultats des évaluations, et apporter un solide soutien aux établissements peu performants. Ils doivent utiliser les données publiées afin d'élever tous les établissements scolaires à un niveau donné au lieu de laisser la pression des classements accentuer les polarités. ■

Pour en savoir plus sur les travaux de l'OCDE en matière d'équité dans l'éducation, veuillez contacter :

Simon Field, courriel : simon.field@oecd.org, tél. : +33 1 45 24 18 71,
Małgorzata Kuczera, courriel : malgorzata.kuczera@oecd.org, tél. : +33 1 45 24 86 62,
ou Beatriz Pont, courriel : beatriz.pont@oecd.org, tél. : +33 1 45 24 18 24.



Références

- OCDE (2008), Field, S., M. Kuczera, B. Pont, **En finir avec l'échec scolaire : Dix mesures pour une éducation équitable**, ISBN 978-92-64-03261-3, 24 €, 166 pages.
- OCDE (2005), **Promouvoir la formation des adultes**, ISBN 978-92-64-01094-9, 25 €, 168 pages.
- OCDE (2006), **ICT and Learning: Supporting Out-of-School Youth and Adults**, ISBN 978-92-64-01227-1, 24 €, 170 pages.
- OCDE (2008), **PISA 2006, les compétences en sciences, un atout pour réussir**, ISBN 978-92-64-04017-5, 40 € (en particulier le chapitre 4, « La qualité et l'équité dans les performances des élèves et des établissements »), ou site à consulter : www.pisa.oecd.org.
- Pour plus d'informations sur les travaux de l'OCDE en matière d'équité dans l'éducation : www.oecd.org/edu/equity/equityineducation.

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :
www.oecd.org/librairie

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles
sur notre bibliothèque en ligne : www.SourceOCDE.org

Où nous contacter ?

SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal
75775 PARIS Cedex 16
Tél. : (33) 01 45 24 81 67
Fax : (33) 01 45 24 19 50
E-mail : sales@oecd.org
Internet : www.oecd.org

ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin
Schumannstrasse 10
D-10117 BERLIN
Tél. : (49-30) 288 8353
Fax : (49-30) 288 83545
E-mail : berlin.centre@oecd.org
Internet : www.oecd.org/berlin

ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE
de Washington
2001 L Street N.W., Suite 650
WASHINGTON DC 20036-4922
Tél. : (1-202) 785 6323
Fax : (1-202) 785 0350
E-mail : washington.contact@oecd.org
Internet : www.oecdwash.org
Toll free : (1-800) 456 6323

JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo
Nippon Press Center Bldg
2-2-1 Uchisaiwaicho,
Chiyoda-ku
TOKYO 100-0011
Tél. : (81-3) 5532 0021
Fax : (81-3) 5532 0035
E-mail : center@oecdtokyo.org
Internet : www.oecdtokyo.org

MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique
Av. Presidente Mazaryk 526
Colonia: Polanco
C.P. 11560 MEXICO, D.F.
Tél. : (00 52 55) 9138 6233
Fax : (00 52 55) 5280 0480
E-mail : mexico.contact@oecd.org
Internet : www.oecd.org/centrodemexico

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.